L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 20 JUIN 1867. | Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LEREE,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $2.50.
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $5. | par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces insérées dans l'édition de ville dans ses différentes parties du journal, paieront $1.50 la ligne pour la première insertion, et 75 CENTS la ligne pour chaque insertion subséquente.

Les annonces insérées dans la page édition paieront $1.50 la ligne pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces en noir, dans la page éditoriale, paieront $2.50 la ligne pour chaque.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles; mais elles devront sous, ou escompte ne dépassera pas 25 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'ailleurs paieront 20 cents cette la ligne pour chaque insertion.

Toutes annonces immédiates doivent être payée d'avance.

Longues annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de annonces leur sont crédités à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN 20 JUIN.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en dernière, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par E. Roger & Co.—dans leurs salles d'encan, rue Vieille-Levée, 200 caisses boites, seaux et brodequins.

Par Vincent & Co.—dans leur salle d'encan rue de Chartres, marchandises sèches de mixed, drap d'été, &c.

Par Montgomery & Bree—dans leurs salles d'encan rue du Camp, un assortiment général de meubles.

Aussi, aux enchères de F. Liner, rue Gravier beaux chevaux de selle et de trait, meubles, vaches à laitières, harnais.

Par Hots, Bisham & Co.— dans leur salle rue de Chartres, marchandises sèches, habillements, chapeaux, pour des billets de ville pris au pair.

Par G. Valcke—à l'entrepôt Eagle, rue Commerce, 75 tierces jambons entre pesés au tonare.

Par D. E. Murphy—au No 47, rue des Magasins 100 bar. liqueur aile d'Ecosse et 221 barriliets cuisse de différentes grandeurs.

Aussi—au coin des rues Poydras et Magasins, jambons; au No 57 de la rue des Magasins, huile de charbon.

Par S. Graham—à la Matarie, aux écuries de Jean-Bart, les meubles de Mme Vve Price, comprenant 61 belles voitures latières avec trucs et 17 au moment de voier, 10 belles mules, 1 tourneau et 2 chevaux, &c. &c.

Par Hoffman & Marks—au No 38 de la rue de Chartres, habillements pour la saison, lingerie de messieurs, chapeaux feutre et paille, couvertures ràperies.

Par J. F. Boise—au—au No 61 et 51 de la rue Gravier, groceries.

☞ Ambition vos commissaires et chaussures chez M. Ernest Turpin, 83 Vieille Levée

Chaussures et articles de saison.—L'attention des acheteurs est appelée sur le grande vente de chaussures et de marchandises de choix que fera ce matin à 10 heures, MM. Vincent & Co, rue de Chartres, No 16. Ces articles comprennent un assortiment complet très convenable pour le commerce de la ville.

Vente d'immeubles à Pascua—On trouvera dans notre partie anglaise une liste considérable d'immeubles vendus hier à Pascua par MM. Fairey & Hill. Le montant total ne s'élève pas à moins de $118,000.

Embarras et Impuissance.

On n'a jamais vu une position politique plus tendue que celle que les événements ont faite au Président Johnson et à son cabinet. Le Président a le faire exécuter une loi du Congrès; c est une obligation pour lui, quelle que soit la loi. Par la Constitution, il peut s'y opposer dans une certaine mesure, mais quand son opposition est vaine, il faut qu'il se soumette et passe, bon gré mal gré, à l'exécution, à moins qu'il ne préfère, en donnant sa démission, laisser à d'autres le soin de consommer ce qu'il croit être un abus, une injustice ou un passe droit. M. Johnson n'est pas présidement dans ce cas; il ne s'oppose pas à l'exécution des lois de reconstruction, et la preuve de cela, c'est la conservation des anciens généraux commandant les départements dans les mêmes départements divisés en districts de reconstruction. Nous n'en voyons qu'un nouveau, le général Pope, et on ne peut pas dire que celui là soit un conservateur opposé à la politique du Congrès.

Le général Pope, à propos d une fort mince affaire qu'il n'a pas comprise évidemment, ou qu'il a voulu mal comprendre, a bouleversé l'administration municipale de Mobile, sous prétexte que le maire, la police et le Conseil de ville pouvaient être suspects d'être plutôt conservateurs que radicaux dans un moment où le radicalisme exerce malheureusement, un si grand empire sur les avengles. Si le Président eut voulu réellement agir directement ou secrètement contre la politique de reconstruction du Congrès, eut il nommé un général qui se conduit comme le général Pope? Eut-il laissé à son poste un autre général qui s'y conduit comme le général Sickles ou le général Griffin, ce dernier s'amusant à faire des coups d Etat contre des villages très paisibles et très sensiblement inoffensifs? Si le Président eût voulu agir contre les lois de reconstruction, eut-il laissé les commandants dont nous parlons manipuler à leur aise l'affaire de l'enregistrement dans ce même Sud privé déjà de tant de droits et à qui on ne veut les rendre que par des moyens détournés, par des moyens qui ne les feront pas revivre de sitôt. Le Président et son cabinet sont souffrir cette manipulation partielle, et ils le souffrent encore, bien qu'ils aient été appelés à donner leur opinion à ce sujet, bien qu'ils l'aient donnée sur la demande même des commandants militaires, et bien que cette opinion soit un peu différente de la règle suivie par eux. Ils souffrent même qu'un de ces commandants donne aux préposés de l'enregistrement des instructions contraires à celles de l'avocat-général des Etats-Unis.

On est en effet, le cas que le général Schofield vient d'en faire en Virginie; il a prie le blanie o pposé et a adressé comme une bravade, en manière de voir particulière, ses instructions en ces ordres aux officiers de l'enregistrement dans cet Etat : en sorte que le général Schofield est non seulement un commandant militaire, mais encore un législateur et un magistrat. On ne saurait pousser plus loin le mépris de l'Exécutif, et néanmoins l'Exécutif se souffre : il le souffre si bien que l'enregistrement en Virginie a commencé sous les instructions du général Schofield et non sous celles de l'avocat général des Etats Unis sur le cabinet tout entier de M. Johnson avait approuvées, moins un membre, dit-on, qui les a désapprouvées par son silence.

Bien plus, le Président et son cabinet agissant de bonne foi et supposant que les commandants militaires agissent de même, émettent l'espoir que ce dissentiment ne sera pas une raison suffisante de démission de leur part, et le Président et le cabinet agissent avec une bienveillance toute amicale, plus que cela, fraternelle, que leur démission, s'ils la donnaient, serait chose fort regrettable et qu'ils seraient les premiers à le déplorer, dûts les circonstances actuelles. Est-ce là le langage d'hommes qui veulent s'opposer aux lois de reconstruction, ou bien le langage d'hommes qui veulent que ces lois soient exécutées avec bonnêteté et justice ?

Il ne s'agit plus maintenant de l'enregistrement des votants, mais de places arbitrairement enlevées aux uns et distribuées aux autres, sans la moindre raison, sans le moindre motif, sans donneur, bien entendu, à ces mots une simple portée légale, car nous ne prétendons pas dire que tous les officiers et fonctionnaires destitués soient précisément dignes de leurs places. Nous savons à quoi s'en tenir à cet égard. Il s'agit donc simplement de destitutions et de remplacements par une autorité militaire que le Congrès n'a pas investie de ce pouvoir. Si l'Exécutif fédéral permettait de tels abus, on l'abusera de tout sans entrevoir un semblable pouvoir aux commandants de district, c'est comme s'il disait : " Je ne vois plus rien : je ne sens plus mon autorité quelconque ; ne vous retenez plus à moi dans vos plaintes, car on serait tentée ; les Etats-Unis n'ont plus de Président."

Nous sommes convaincus que s'est là le cas depuis longtemps : les Etats-Unis n'ont plus de Président. Mais M. Johnson en lieu de rechercher devrait éviter les occasions de mettre en fait en lumière. On ne le croirait que trop. Tout ce qui émane de lui ou de son cabinet porte le même cachet d'impuissance. A quoi ont abouti les interprétations de l'avocat-général sur l'enregistrement ? à rien, si ce n'est à ordre un conflit qui n'existait pas. A quoi servent maintenant les opinions bien nettement définies de l'avocat général sur le nouveau mode de révocation des fonctionnaires dans l'ordre civil ? à rien. Si le Président ou quelqu'un de son cabinet avait pensé soutenir les vues de reconstruction dans leur portée légale, il aurait aujourd'hui d'autres accents opinion à en sujet. Le plus de tout est de se mettre en contradiction flagrante avec ses paroles. M. Johnson laissera parler son avocat-général ; il laissa le cabinet approuver ses décisions ; puis quand vient le moment de consigner en ordre dans les chiffres, il trouve et tout entendu dans le silence.

Il n'est pas encore vrai, dès la période, et quand le général Sheridan demandait hâtivement des instructions, lui répondre sans délai en lui prononcant une opinion précise par la portée des

Embarras et Impuissance.

On n'a jamais vu une position politique plus tendue que celle que les événements ont faite au Président Johnson et à son cabinet. Le Président a le faire exécuter une loi du Congrès ; c est une obligation pour lui, quelle que soit la loi. Par la Constitution, il peut s'y opposer dans une certaine mesure, mais quand son opposition est vaine, il faut qu'il se soumette et passe, bon gré mal gré, à l'exécution, à moins qu'il ne préfère, en donnant sa démission, laisser à d'autres le soin de consommer ce qu'il croit être un abus, une injustice ou un passe droit. M. Johnson n'est pas présidement dans ce cas ; il ne s'oppose pas à l'exécution des lois de reconstruction, et la preuve de cela, c'est la conservation des anciens généraux commandant les départements dans les mêmes départements divisés en districts de reconstruction. Nous n'en voyons qu'un nouveau, le général Pope, et on ne peut pas dire que celui là soit un conservateur opposé à la politique du Congrès.

Le général Pope, à propos d une fort mince affaire qu'il n'a pas comprise évidemment, ou qu'il a voulu mal comprendre, a bouleversé l'administration municipale de Mobile, sous prétexte que le maire, la police et le Conseil de ville pouvaient être suspects d'être plutôt conservateurs que radicaux dans un moment où le radicalisme exerce malheureusement, un si grand empire sur les avengles. Si le Président eut voulu réellement agir directement ou secrètement contre la politique de reconstruction du Congrès, eut il nommé un général qui se conduit comme le général Pope? Eut-il laissé à son poste un autre général qui s'y conduit comme le général Sickles ou le général Griffin, ce dernier s'amusant à faire des coups d Etat contre des villages très paisibles et très sensiblement inoffensifs? Si le Président eût voulu agir contre les lois de reconstruction, eut-il laissé les commandants dont nous parlons manipuler à leur aise l'affaire de l'enregistrement dans ce même Sud privé déjà de tant de droits et à qui on ne veut les rendre que par des moyens détournés, par des moyens qui ne les feront pas revivre de sitôt. Le Président et son cabinet eut souffert cette manipulation partielle, et ils le souffrent encore, bien qu'ils aient été appelés à donner leur opinion à ce sujet, bien qu'ils l'aient donnée sur la demande même des commandants militaires, et bien que cette opinion soit un peu différente de la règle suivie par eux. Ils souffrent même qu'un de ces commandants donne aux préposés de l'enregistrement des instructions contraires à celles de l'avocat-général des Etats-Unis.

On est en effet, le cas que le général Schofield vient d'en faire en Virginie; il a prie le blanie o pposé et a adressé comme une bravade, en manière de voir particulière, ses instructions en ces ordres aux officiers de l'enregistrement dans cet Etat : en sorte que le général Schofield est non seulement un commandant militaire, mais encore un législateur et un magistrat. On ne saurait pousser plus loin le mépris de l'Exécutif, et néanmoins l'Exécutif se souffre : il le souffre si bien que l'enregistrement en Virginie a commencé sous les instructions du général Schofield et non sous celles de l'avocat général des Etats Unis sur le cabinet tout entier de M. Johnson avait approuvées, moins un membre, dit-on, qui les a désapprouvées par son silence.

Bien plus, le Président et son cabinet agissant de bonne foi et supposant que les commandants militaires agissent de même, émettent l'espoir que ce dissentiment ne sera pas une raison suffisante de démission de leur part, et le Président et le cabinet agissent avec une bienveillance toute amicale, plus que cela, fraternelle, que leur démission, s'ils la donnaient, serait chose fort regrettable et qu'ils seraient les premiers à le déplorer, dûts les circonstances actuelles. Est-ce là le langage d'hommes qui veulent s'opposer aux lois de reconstruction, ou bien le langage d'hommes qui veulent que ces lois soient exécutées avec bonnêteté et justice ?

Il ne s'agit plus maintenant de l'enregistrement des votants, mais de places arbitrairement enlevées aux uns et distribuées aux autres, sans la moindre raison, sans le moindre motif, sans donneur, bien entendu, à ces mots une simple portée légale, car nous ne prétendons pas dire que tous les officiers et fonctionnaires destitués soient précisément dignes de leurs places. Nous savons à quoi s'en tenir à cet égard. Il s'agit donc simplement de destitutions et de remplacements par une autorité militaire que le Congrès n'a pas investie de ce pouvoir. Si l'Exécutif fédéral permettait de tels abus, on l'abusera de tout sans entrevoir un semblable pouvoir aux commandants de district, c'est comme s'il disait : " Je ne vois plus rien : je ne sens plus mon autorité quelconque ; ne vous retenez plus à moi dans vos plaintes, car on serait tentée ; les Etats-Unis n'ont plus de Président."

Nous sommes convaincus que s'est là le cas depuis longtemps : les Etats-Unis n'ont plus de Président. Mais M. Johnson en lieu de rechercher devrait éviter les occasions de mettre en fait en lumière. On ne le croirait que trop. Tout ce qui émane de lui ou de son cabinet porte le même cachet d'impuissance. A quoi ont abouti les interprétations de l'avocat-général sur l'enregistrement ? à rien, si ce n'est à ordre un conflit qui n'existait pas. A quoi servent maintenant les opinions bien nettement définies de l'avocat général sur le nouveau mode de révocation des fonctionnaires dans l'ordre civil ? à rien. Si le Président ou quelqu'un de son cabinet avait pensé soutenir les vues de reconstruction dans leur portée légale, il aurait aujourd'hui d'autres accents opinion à en sujet. Le plus de tout est de se mettre en contradiction flagrante avec ses paroles. M. Johnson laissera parler son avocat-général ; il laissa le cabinet approuver ses décisions ; puis quand vient le moment de consigner en ordre dans les chiffres, il trouve et tout entendu dans le silence.

Il n'est pas encore vrai, dès la période, et quand le général Sheridan demandait hâtivement des instructions, lui répondre sans délai en lui prononcant une opinion précise par la portée des

Recours à l'Autorité Militaire en Matière d'Enregistrement.

On nous remet la note suivante, émanée du Quartier-Général par ordre du général Sheridan :

Quartier Général, 5ème Dist. Mil. }
Nlle-Orléans, 18 juin 1867. }

A M. Chas. L. C. Dupuy, par l'intermédiaire du Brig. Génl. Brévt. Geo. A. Forsyth, A. A. Ins. Génl :

Les encanteurs n'étant pas sous le titre des officiers exécutifs ou judiciaires, suivant la définition du bill militaire, M. Dupuy est autorisé à se faire enregistrer, s'il n'en est empêché d'ailleurs par quelque autre raison.

Par ordre, etc.,
(Signé) Geo. A. Forsyth,
Colonel brevété de l'armée des E. U.,
Séc. affaires civiles.

Nous voyons par cette note que les officiers préposés à l'enregistrement se sont fait une loi qui ne ressemble ni à l'opinion émise par l'avocat-général, ni même à celle de l'autorité militaire. L'opinion de M. Stanberry est que chacun a droit à l'enregistrement en prêtant serment. Si le général Sheridan n'accepte pas cette opinion, il reconnait du moins que les encanteurs ne doivent pas être exclus, et en cela il se rapproche de l'avocat-général. Mais pourquoi obliger les postulants à cette démarche auprès du quartier-général, quand il serait si facile de statuer ordre aux officiers de l'enregistrement d'admettre telles catégories et de rejeter telles autres, à supposer qu'on ne veuille pas, suivant l'opinion de M. Stanberry, inscrire tous les postulants sous serment.

Cette difficulté soulevée à propos des encanteurs, est faite aussi aux officiers ministériels qui ont été notaires sous la confédération. Nous en connaissons deux et des plus honorables auxquels on veut de refuser l'inscription au rôle des votants. Or, les notaires sont compris par l'avocat-général dans cette catégorie de fonctionnaires appartenant non au gouvernement mais à l'ordre civil et instrumentant non dans un intérêt politique mais bien dans un intérêt public, ce qui les met à l'abri de toute exclusion.

Il a été répondu à ces deux messieurs que les officiers de l'enregistrement s'étaient réunis, avaient délibéré et décidé que les notaires qui avaient exercé leurs fonctions sous la confédération ne seraient pas admis à l'enregistrement.

Ainsi, voilà les préposés à l'enregistrement qui se constituent en assemblée délibérante, et législative et qui, sans publicité, font des décrets qu'ignore le Congrès, qu'ignore l'avocat général des Etats Unis, et qu'ignore peut-être le général Sheridan lui même. On doit connaitre maintenant cette omnipotence de régie au quartier-général, où la cause de l'encanteur a été jugée. Mais la question ne pour ce qui concerne les notaires ? Sait-on au quartier-général que les notaires qui ont exercé sous la Confédération, sont reconnaés de l'enregistrement à cause de cela seul ? Probablement non. Et nous pensons que le général Sheridan et le brigadier gén éral Forsyth seront fort étonnés quand ils l'apprendront.

Il est impossible de ne pas accepter sur ce point particulier l'opinion de l'avocat-général. Les notaires font certainement partie de cette grande classe d'officiers ministériels dont le service est indispensable à toutes les époques, en révolution comme en temps régulier, en guerre comme en paix, et qu'on ne peut point rendre responsables des événements politiques.

Les notaires suivent nécessairement la destinée de l'Etat auquel ils appartiennent, et refuser de les admettre à l'enregistrement, c'est à peu près comme si l'on refusait l'Etat tout entier au nom duquel ils ont instrumenté non comme partisans de tels principes ou de telle politique mais comme officiers assistant pour la garantie et la sécurité des transactions dans leurs transactions mutuelles. Nous ne supposons pas que l'autorité militaire puisse voir cette affaire sous un jour différent et nous engageons beaucoup les notaires dont l'inscription comme votants aurait été refusée, à s'adresser au Brig. Gén. Forsyth, qui leur donnera probablement un ordre d'enregistrement immédiat.

Consolidation du Canada.—Le Canada est aujourd'hui divisé en quatre provinces sous un parlement commun—les provinces portant les noms de : Ontario, Québec, Nouvelle Ecosse et Nouveau Brunswick, les deux premières représentées au Sénat par 24 membres chacune, et les deux secondes par 12 seulement. Ces sénateurs sont à vie. Voici les noms de ceux que la nouvelle organisation a donnés à la province de Québec, ancienne possession française. Ces noms sont presque tous français :

James Leslie,
Joseph Noël Bossé,
Jacques Olivier Bureau
Louis Renaud,
Charles Cormier,
David Edward Price,
Elzéar H J Duchesnay,
Louis Lacoune,
Jean Baptiste Guévremont,
Thomas Ryan,
John Sewell Sanborn.

Asa Belknap Foster,
Louis A. Olivier,
Charles Malhiot,
Luc Letellier de St-Just
John Hamilton,
Antoine Juchereau Duchesnay,
Chasseur,
Léandre Dumoncel,
Joseph F. Armand,
William Hyy. Chaffers,
James Ferrier,
Sir Narcisse Fortunat,
Belleau Chevalier.

Compagnie de pétrole.—Cette compagnie vient d'élire ses officiers pour le service de l'année prochaine et nous la félicitons des choix qu'elle a faits, car ils ne peuvent qu'inspirer une grande confiance. Nous apprenons que ses travaux ont progressé avec rapidité et qu'elle touche au but. Les indices paraissent sûrs et le succès doit y répondre.

La cause perdue.—La 20ème livraison de cet ouvrage vient de paraître au bureau de la *Renaissance Louisianaise*. Il ne reste plus que la dernière livraison à paraître pour compléter cette publication. Les personnes qui n'ont pas encore souscrit peuvent se procurer toutes les livraisons déjà parues.

Pour Cairo et Louisville.—Le bateau à vapeur *M. S Mepham*, ayant été indévitable, aujourd retour, n'a pas pu partir hier. Il partira positivement aujourd hui à 5 heures pour Cairo et Louisville. Les passagers pour cette destination ne peuvent trouver une meilleure occasion, car le bateau est très beau et les officiers très courtois.

Ouverture de café.—M. F. Lefebvre préviens ses amis qu'il l'ouvre ce soir le café de la Nouvelle Orléanaise, No 245, le 20 du courant, et il les invite tous à participer à l'inauguration. M Lavebvre a une grande expérience en ce genre d'affaires, et nous sommes certain que le succès ne lui manquera pas.

La question du Pole Nord. — Sous ce titre, M. Gustave Lambert, professeur d'hydrographie, publie un intéressant opuscule d'où nous empruntons les détails suivants : Les Américains veulent que le pôle nord soit découvert par un citoyen des Etats-Unis, et qu'ainsi la république ait droit à la reconnaissance de l'humanité. Les Anglais veulent que ce soit un de leurs compatriotes, et ils ont déjà envoyé de hardis explorateurs à la recherche du pôle. Les Allemands, les Russes, les Suédois, les Danois, les Hollandais, les Français, les Italiens, les Espagnols, les Portugais, les Autrichiens, les Turcs, les Grecs, les Chinois, les Japonais, les Indiens, les Persans, les Arabes, les Egyptiens, les Abyssins, les Nègres, les Peaux-Rouges, les Esquimaux, les Lapons, les Groenlandais, les Patagons, les Cafres, les Hottentots, les Australiens, les Malais, les Tartares, les Cosaques, les Kalmouks, les Mongols, les Samoyèdes, les Tchouktchis, les Kamtchadales, les Aléoutes, les Tongouses, les Ostiaks, les Yakoutes, les Tchérémisses, les Mordouanes, les Tchouvaches, les Votiaques, les Permiens, les Lithuaniens, les Finnois, les Lettons, les Polonais, les Bohémiens, les Hongrois, les Moldaves, les Valaques, les Bulgares, les Serviens, les Albanais, les Monténégrins, les Bosniaques, les Dalmates, les Croates, les Slavons, les Carniens, les Tyroliens, les Bavarois, les Saxons, les Prussiens, les Hanovriens, les Hessois, les Wurtembergeois, les Badois, les Suisses, les Belges, les Hollandais, les Luxembourgeois, les Danois, les Suédois, les Norvégiens, les Islandais, les Irlandais, les Ecossais, les Gallois, les Anglais, les Canadiens, les Mexicains, les Guatémaliens, les Honduriens, les Salvadoriens, les Nicaraguayens, les Costa-Ricains, les Colombiens, les Vénézuéliens, les Equatoriens, les Péruviens, les Boliviens, les Chiliens, les Brésiliens, les Paraguayens, les Uruguayens, les Argentins